

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Tournons le dos à la **croissance**



M 02137 - 1363 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« L'État est un immense cimetière où viennent s'enterrer toutes
les manifestations de la vie individuelle. »

Michel Bakounine

hebdo n° 1363

du 10 au 16 juin 2004

FOP 2520

Sommaire

Ça urge pour les **Sans papiers**, page 4

Éléments de réflexion philosophique à propos des **élections**, par J. Monjot, page 5

Défilé des assassins à **Turin**, par la Fédération anarchiste italienne, page 5

D Day, Mac Do, Mickey and co ou **l'hégémonie** américaine, par Jipé, page 6

À consommer sans modération : **l'autruche** de F. Ladrissé, page 7

Le **roi** est mort ? par J.-P. Gault, page 7

C'est le **capitalisme** qu'il faut éradiquer, par Justhom, page 8

La réforme de la **Sécu** décortiquée par M. Sahuc, page 9

Les luttes **anarcha-féministes**, les vraies, par È. Claude, page 13

Journée internationale de **l'objection de conscience** au Chili, page 17

M. Rajfus, hors des sentiers de l'histoire officielle, par C. Passevant, page 18

H. Hurst, en désaccord avec l'attribution de la **Palme d'or** à Cannes, page 19

Numéro spécial de la revue **Anarliste**, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n°s	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n°s	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n°s	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous

Le Monde libertaire du 10 au 16 juin 2004



DRAME AMÉRICAIN: « Alzheimer déclare n'avoir rien trouvé à manger dans le crâne de Ronald Reagan et l'a donc quitté ce samedi 5 juin 2004. » On pourrait être tenté de se satisfaire du décès de cette pourriture et de reprendre simplement des nouilles, mais ce sinistre personnage a marqué durablement notre monde. Une valeur sûre et stable de l'ordurerie comme la société américaine est capable d'en produire. De père alcoolique et mère puritaine militante, il deviendra cow-boy de cinéma pour être chef de file des acteurs d'Hollywood au service de MacCarthy dans la chasse aux « rouges ». Nommé gouverneur de Californie, il enverra en chambre à gaz des militants noirs américains. Enfin, parvenu à la Maison Blanche, il sera un des promoteurs les plus efficaces de l'ultralibéralisme avec sa contemporaine et britannique « Dame de fer » Thatcher. La politique qu'il va incarner deux mandats durant appauvrira davantage le prolétariat américain. Les homeless pousseront comme des champignons et les golden boys avec catogan au vent frimeront le monde en se bourrant les poches de millions de dollars fauchés en spéculations boursières. Inutile de rappeler son humanisme rayonnant avec la course aux armes et la « guerre des étoiles » ainsi que la politique des « contras » que le peuple nicaraguayen aura apprécié dans toute sa finesse. Décidément, les déments de la dynastie Bush n'auront rien inventé. Ils ne font que porter une logique capitaliste avec toute l'autorité de l'État pour l'imposer. Ce même jour en France, l'unité syndicale affichée appelait la population à se mobiliser contre les affres du libéralisme pour sauver notre caisse maladie. Hé oui ! Notre clique politique a su animer le même projet de société avec quelques nuances mais vers la même finalité : les richesses captées par et pour les riches et la misère réservée aux pauvres. Cette démonstration de rue, forte de plusieurs centaines de milliers de personnes, ne suffira sans doute pas à stopper les intentions socio-économiques du patronat. Enfin, la construction d'un rapport de force est encore possible avec les syndicats, mais pour quelle alternative politique et sociale ? Bon, comme tout finit par arriver même au bout de 93 ans de saloperies pour Reagan (allez les vers !), il suffit de militer pour l'extinction générale des téléviseurs et jouer en situation réelle au D-Day de l'émancipation humaine.

Du développement à la décroissance

Motion du 61^e Congrès de la Fédération anarchiste

LE DÉVELOPPEMENT des forces « productives », conçu par le capitalisme comme la finalité de l'histoire, a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Selon les promesses de l'idéologie libérale, le bonheur devait se mesurer à l'aune du PNB.

Après un demi-siècle de « progrès », le vaste chantier des « modernistes » prend des allures de ruines. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude, mal-être, etc. Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes. Allumés et entretenus essentiellement pour des enjeux stratégiques, les conflits armés germent sur tous les continents.

Mais, surtout, parce qu'il met gravement en péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. L'empreinte écologique globale de l'humanité (c'est-à-dire le niveau d'épuisement des ressources et de perturbation des mécanismes régulateurs) dépasse d'ores et déjà de 20 % les capacités biologiques de la Terre. À plus ou moins long terme, si l'on maintenait les tendances actuelles, il nous faudrait des ressources équivalent à plusieurs planètes. La croissance n'est plus possible.

Pour remédier à cette situation, le « développement durable » est désigné par les détenteurs du pouvoir (politique, économique, médiatique, etc.), ainsi que par la fraction altermondialiste qui rêve d'« humaniser » le capitalisme, comme la panacée. Mais la supercherie ne résiste pas à une réflexion un peu sérieuse. L'ambiguïté même du terme en assure le succès : elle masque le problème en don-

nant l'impression de le résoudre. Pis, elle déplace un problème pour en créer un autre, plus épineux. Pour les bénéficiaires de la « mondialisation », il ne s'agit nullement de remettre en cause le principe d'économie libérale, mais de faire accepter les règles de l'Organisation mondiale du commerce, avec la perspective, pour quelques centaines de multinationales, de privatiser un peu plus des domaines vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé. Le marché est chargé de remédier à la destruction de la planète infligée par... le marché, la seule concession consistant à atténuer les dégâts les plus visibles, pour autant que subsistent les profits.

Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise *suite page 4*



Du développement à la décroissance, Jean-Pierre Tertrais. Brochure de 48 pages, éditions du Monde libertaire disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. 3 euros, + 10 % pour le port.

enjeu. La décroissance n'est pas un choix idéologique; elle est une nécessité absolue.

Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme. Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétuer des génocides.

La deuxième condition est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements: multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes financières, cadre juridique sur mesure... Ne pas s'atteler à la disparition de l'État reviendrait à épargner un pilier fondamental du système et un adversaire redoutable, et donc à rendre impossible la transformation profonde de la société.

Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale, la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction.

Si la démarche individuelle de simplicité volontaire, c'est-à-dire l'adoption d'un mode de vie différent peut représenter la base « philosophique » d'une société soucieuse des générations futures, il est clair que la somme des comportements individuels écologiquement « responsables » ne saurait suffire, loin s'en faut, à édifier une société de décroissance. Ne serait-ce que parce que les domaines les plus dévoreurs d'énergie et de matières premières (complexe militaro-industriel, transports, agriculture, etc.) relèvent de politiques globales, et donc de décisions collectives. Il serait illusoire de penser que nous pourrions faire l'économie d'une révolution.

Parce que la maîtrise par chacun de sa propre existence, parce que la définition par chacun de ses propres besoins ne peuvent en aucun cas justifier une production boulimique, source d'un travail aliénant, seule une société fédéraliste, autogestionnaire peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles.

FA

Sans-papiers

Y'a du monde aux urgences du CHR de Lille...

Le COMITÉ DES SANS-PAPIERS-59 a annoncé il y a quelques semaines que des centaines de sans papiers (plus de 400!) s'étaient engagés à mener une grève de la faim pour leur régularisation. L'action n'a toutefois pas été engagée publiquement dès le début.

Depuis, la préfecture du Nord a engagé une série de coups de force dans le but de briser dans l'œuf cette mobilisation, et cherche d'éventuels grévistes clandestins.

Le 2 juin, plus de 300 personnes sans papiers se déclarant en grève de la faim se présentent aux urgences du CHR de Lille pour faire reconnaître leur état. Arrivant aux urgences aucun signe, aucun « blocage » n'était en place, ou visible.

Mais la police réagit très vite: l'entrée des urgences est encadrée par des policiers, un dispositif (une dizaine de camionnettes) se tient en retrait, des policiers filment et photographient l'entrée des urgences. Bientôt, les arrestations commencent.

Les sans papiers décident alors de ne plus pénétrer dans l'hôpital, étant donné qu'ils s'y font interpellés, et choisissent de se rassembler place de la République à Lille. Les grévistes se replient ensuite autour de la Bourse du travail, où ils ont un besoin urgent de soutien.

M.L.

d'après les informations du groupe FA de Lille



Motion de soutien aux salariés licenciés de STMicroelectronics

Le 61^e CONGRÈS de la Fédération anarchiste apporte son soutien aux salarié.e.s de STM en lutte depuis plus de neuf mois contre le plan de licenciement qui les jette à la rue et la délocalisation de leur outil de travail.

Face au capitalisme qui broie les individus, la Fédération anarchiste considère que seule une égalité économique et sociale, passant par l'abolition du salariat, sera à même de construire un autre futur par la gestion directe des salarié.e.s eux-mêmes. Cela nécessite une révolution libertaire, solidaire et égalitaire.

Fédération anarchiste
61^e congrès

Les salariés de ST Microelectronics attaquent leur direction devant le tribunal de grande instance sur le fond. Ils exigent l'annulation du plan de licenciement. Allons soutenir les camarades de ST Micro à 15 h 30 au TGI de Nanterre, le Vendredi 11 Juin.

Ce qu'il est possible de faire

— Un communiqué de soutien aux grévistes et de protestation auprès de la préfecture, à envoyer au préfet Jacques Richer (fax: 03 20 30 52 52), et au Comité des sans-papiers, 59-42, rue Bernos, 59800 Lille (tel: 06 80 57 50 61; fax: 03 20 56 13 37).

— Envoyer un chèque de soutien au CSP59: les besoins en eau, sucre, thé, café, produit d'hygiène, couvertures etc. sont énormes: 300 personnes sont concernées.

— Venir donner un coup de main. Là aussi les besoins vont être énormes, s'il faut à la fois assurer les permanences à la Bourse du travail, la logistique des grévistes, etc.

— Diffuser l'information (lille.indymedia.org), des communiqués de presse et organiser des rassemblements de soutien.

Élection, auto-aliénation

« Le peuple souverain doit constamment présider le corps social. Il ne veut pas qu'on le représente »

J.-F. Varlet

TERRIBLE ILLUSION du pouvoir : tuer l'autre n'empêche pas de mourir. La république parlementaire et le suffrage universel ont été obtenus par le peuple en 1792 pendant la Révolution française, et non par la bourgeoisie. Si cela constitue un progrès sur le despotisme, il n'en demeure pas moins que c'est un leurre qui répète le même assujettissement. La démocratie parlementaire suppose l'État et le gouvernement dans leurs fonctions de guerre, de répression, de justice de classe et de punition, de législation et de codification, d'éducation et de conditionnement, de soumission à une autorité, de hiérarchie. Sous couvert d'intérêt général, elle assure l'ordre social pour la domination d'une classe dirigeante, suivie d'exploitation. La démocratie parlementaire se distingue de la dictature par une servitude volontaire.

L'État et la religion nient l'individu qu'ils aliènent à une catégorie d'être, partie d'un tout, corps social comme incarnation d'un fantasme d'immortalité. Le palais ou le temple inscrivent dans l'architecture la hiérarchisation autour d'un modèle. La transcendance comme pseudo idéal aliène le moi réel à une idée. L'État et la religion accaparent le symbolique et prétendent définir l'identité et la signification de l'existence. La vie devient une morale du devenir dans un destin obligé comme seule histoire. Dans cet ordre imposé, s'instaurent les rapports de pouvoir entre personnes. Les appareils étatique et religieux masquent les fantasmes qui s'y jouent et accaparent les consciences pour nourrir leurs institutions.

Il ne faut pas confondre démocratie, gouvernement du peuple par lui-même, et représentativité parlementaire qui n'en est qu'un simulacre. La démocratie parlementaire est l'illusion de la souveraineté du peuple. Être représenté, c'est être sous tutelle. Déléguer son pouvoir, c'est abdiquer de sa volonté dans un rapport de soumission à une autorité. Voter est un acte d'allégeance.

La démocratie parlementaire use de la confusion entre représentation, personnalisant la fonction autour du candidat, et signification, projet politique qui reste dans un non-dit, masqué par des formules et des discours. Une caste de politiciens devient la classe dirigeante dont la course au pouvoir devient le but, se substituant au choix de société. Le débat de fond est escamoté par des polémiques, des pseudo analyses parcelaires, de fausses solutions et de la démagogie. La mascarade électorale est le spectacle du mensonge dans ses multiples procédés pervers.

Les médias participent à la mystification en donnant une image falsifiée de la réalité et des commentaires orientés. La caste des journalistes

à les défauts du pouvoir, prétendant représenter la liberté et la vérité alors qu'elle diffuse de la propagande dans un esprit partisan pseudo objectif. Un rapport de domination s'établit entre l'opinion publique et les spécialistes sensés savoir qui la manipulent. On prend l'habitude que l'autre pense pour nous. La parole est confisquée par des pantins dont les ficelles du métier n'animent qu'un rôle et une litanie. L'imposture idéologique, qui ne dit pas son nom, s'affiche dans la mise en scène qui occulte la vraie réflexion de cause à effet.

La démocratie parlementaire ne représente pas le peuple, qui n'est jamais unanime. Une majorité sur un sujet peut être minoritaire sur un autre. Mais il n'y a pas le choix du sujet, seulement des programmes tout faits élaborés par les partis qui accaparent la vie politique. La pluralité des partis ne change rien sur le fond. Plusieurs programmes plutôt qu'un seul ne reflètent pas la diversité des individus. « Le parti est un État dans l'État » (Stirner). Le parti suppose une doctrine, une discipline et une hiérarchie qui uniformisent.

Le fait majoritaire est artificiel et ne garantit pas d'avoir raison. Il n'y a pas à soumettre les minorités ni les individus dans ce qui leur est propre, ni un individu ou une minorité soumettre une majorité.

La démocratie repose sur un sophisme. Si les gens ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes, comment sauraient-ils quel candidat choisir? S'ils connaissent les qualités requises, ils peuvent s'administrer eux-mêmes. Un mandat peut alors être donné à une personne pour ses compétences dans un domaine, mais ce n'est pas elle qui décide du projet, c'est le peuple. Avant de décider qui est compétent pour un projet, il faut savoir s'il est utile. (On a besoin de compétence pour conduire un train. On n'a pas besoin de savoir gérer le capitalisme puisqu'il faut le supprimer). En cas de conflit ou de projet collectif, le libre accord au mieux des intérêts de chacun doit être trouvé par une démocratie directe à la base, dans le respect de la liberté individuelle, pour concilier intérêts général et particulier.

La démocratie parlementaire ne représente qu'une mythologie avec ses personnages et ses scénarios, ses rites jusqu'au formalisme vide de sens, qui reproduit les processus d'identification psychique de l'enfant. Elle entretient une dépendance infantile et passive à l'autre à qui on attribue une toute puissance tutélaire où plus personne n'est responsable, ni libre. Ce qui s'y joue, comme dans le mythe, reste caché derrière la forme, dans le fantasme de tout un chacun.

Jean Monjot

« NOUS NE VOULONS PAS PLUS DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME QUE DU GOUVERNEMENT DE L'HOMME PAR L'HOMME »

P.-J. PROUDHON

Turin militariste

LE 2 JUIN, en Italie, on fête la République. L'État italien, depuis deux ans, a repris l'habitude de fêter cette journée avec des défilés d'assassins en uniforme.

Place Castello devait avoir lieu l'inauguration d'un monument aux déserteurs, mais pour la police de Turin cela était inadmissible.

À Turin comme à Rome, la liberté de manifester reste un principe vide de contenu.

Le préfet a décidé d'empêcher la manifestation contre le militarisme, contre les défilés de la mort, contre la mission militaire italienne en Irak, en Afghanistan et au Kosovo.

Mercredi 2 juin : Turin devient une ville assiégée.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, Turin s'est transformée en une forteresse assiégée. La police fait des rondes dans tout le centre ville. Place Castello, des policiers et des gendarmes stationnent, armés de mitraillettes. Tous les monuments militaristes de la ville sont protégés et surveillés par des voitures de police postées devant en permanence.

Le soir, quatre compagnons de la FAI de Turin sortant du local de la Fédération ont été suivis par la Digos (l'équivalent des RG) et, rue Cernaia, ont été soumis à un contrôle.

Les journaux annoncent des manifestations militaires dans tout le centre ville. Le défilé des assassins est en train de préparer son scénario, pendant que les antimilitaristes subissent interdictions et intimidations.

« Quand l'État se prépare à tuer, il se fait appeler Patrie ».

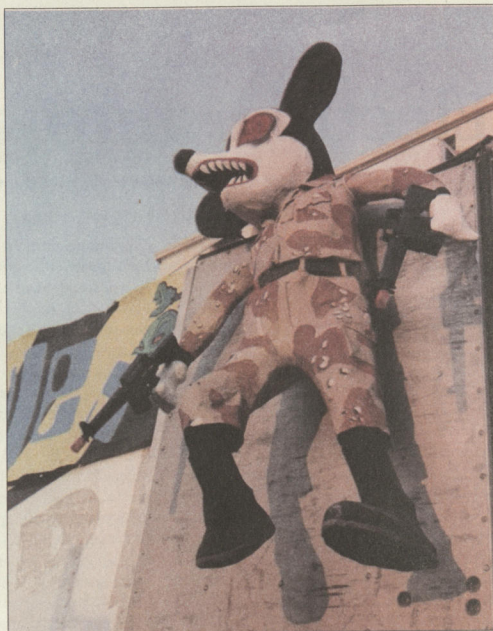
Nous ne ferons pas couvrir dans leur suaire tricolore. Démilitarisons Turin!

Fédération anarchiste
Turin

C'est bien c'est bon c'est Bush

« C'est pas vraiment c'qu'on voulait au départ
J'crois bien qu'on s'est fait baiser quelque part. »

Michel Buhler



LOURDÈS avec perte et fracas il y a plusieurs mois, les anciens salariés de Moulinex savent désormais pourquoi on les a mis au chômage. Leur ancienne usine de Bayeux a servi de base pour abriter une brigade britannique quelconque, venue en France pour la célébration du D Day (marque déposée).

Voilà au moins une bonne nouvelle. Toute cette légion de feignasses (je veux parler des soldats britanniques) va occuper une usine anciennement pourvoyeuse de jolis cadeaux pour la Fête des Mères. La colonisation économique entamée il y a soixante ans trouve là un bien curieux symbole et un bien sérieux débouché.

Au départ pourtant les choses étaient simples. L'occupation insupportable des trois quarts de l'Europe par les nazis devait bien faire réagir un moment donné. Les États-Unis avaient besoin de débouchés économiques significatifs et s'entendre avec l'Allemagne c'était un peu le baiser de la mort. Il y avait d'une part le bien, le monde libre et civilisé et d'autre part la barbarie. Bien rares furent les pacifistes pour distribuer des tracts antimilitaristes sur les plages du débarquement.

Les célébrations de ce qu'il faut bien appeler la Libération, car c'était bien de ça qu'il s'agissait, nous donnent malgré tout l'occasion de considérer que l'hégémonie étasunienne est directement issue de cet événement historique. Non seulement les nazis furent balayés militairement, mais ce fut l'occasion de créer des débouchés pour la croissance de cette jeune puissance et d'asseoir son pouvoir sur le monde. Ces mêmes causes produisent leurs effets près de 60 ans plus tard.

Représentés par leur sinistre pantin G.W. Bush, les industriels américains n'en peuvent plus d'inonder la planète. Leurs usines dégueulent, l'ordre moral se renforce à grands coups de dollars, le marché potentiel du monde arabe alliée à un soucis de revanche après le 11 septembre, l'élimination du concurrent soviétique, tout concourt désormais à ce que l'émergence des États-Unis prenne pleinement ses effets. C'est que la mondialisation faut qu'ça s'organise.

C'est tout ça qu'incarnent les Bush brothers and fathers. Un peu comme les frères Sarkozy chez nous. Sauf que les Sarkozy c'est quelques pointures en dessous.

Si Bush n'est pas fâché avec nous (nous c'est la France) c'est simplement parce qu'il n'a pas d'intérêts à la bouderie. Sinon... La colonisation s'opère en Europe dans le feutré. Les dirigeants occidentaux, par Union Européenne interposée, condescendent à leur situation de vassaux économiques même si en surface quelques grognements politiques se font entendre. Jamais le primat de l'économique sur le politique n'a été aussi patent. Cela vaut bien que notre empereur se déplace. Après avoir léché le cul du pape (bon courage!), et serré la main de Berlusconi le maffieux, c'est chez nous, au pays du calvados et du fromage qui pue, que Bush est venu se souvenir que quelques dizaines de milliers de ses boys sont morts pour que le modèle américain puisse exporter ses vraies valeurs économique et politique: Mac Donald et miss T. Shirt mouillé. Et ça c'est quand même du bol.

Jipé

Quand l'autruche éternue...

Vide-grenier, dimanche

« Un député européen, c'est invendable. » Gérard Onesta, de Les Verts.
Même en bon état, propre, lustré, c'est un truc, les gens en veulent plus. Mais pas question non plus que cette camelote nous reste sur les bras, ça fait six ans qu'on se la trimballe. Alors dimanche, on brade.

Une seule solution, la génuflexion

« Comment peut-on être debout à New York et se coucher devant Bruxelles? »

De Villiers, auteur d'un guide des positions.

Il se trouve que l'être humain est doté d'articulations lui permettant de se lever, de s'asseoir, de se coucher... Si Monsieur le Vicomte en doute il devrait jeter un oeil par la fenêtre de sa modeste demeure: il y verrait des gueux, bénévoles du Puy-du-Fou, prêts à passer l'été à genoux.

Le baron lit, et s'agace

« Cela finit par m'agacer de devoir me justifier de lire des poèmes le soir. »

Seillère, le Pivot du Medef.

Qu'est-ce tu viens nous emmerder avec tes lectures nocturnes, on t'a rien demandé... C'est pas parce que t'as racheté à ton pote Lagardère la moitié de l'édition française que ça nous intéresse de savoir ce que tu lis! Y'a plein de sales cons qui lisent, y compris de la poésie, le soir. Peut-être as-tu pensé, en te payant Editis, t'acheter à bon compte une panoplie d'humanisme? Tu lirais Brecht dans le texte que tu resterais pour nous promis à la lanterne.

Au bistrot des ministres

« François Fillon, c'est un de ceux que je préfère. En conseil des ministres, j'étais à côté de lui. On parlait voitures de course. » Luc Ferry, philosophe chez Ferrari.

Pendant que de Villepin comparait sa collection de timbres avec celle d'Alliot-Marie, Sarkozy mettait aux enchères sa vignette Panini de Platini à Nancy (1974). De Robien commentait pour son ami Bédier les derniers résultats de la coupe d'Afrique de polo, quant à Roselyne Bachelot elle avait amené du tricot. Bonne ambiance, au conseil. Surtout depuis que Chirac est sourd.

Villiérisme irréal

« L'élargissement est une chance historique puisqu'il nous a permis d'arracher au socialisme réel les peuples de l'Europe pénitentiaire. » De Villiers, autre lecteur de poèmes, le soir.

Un bénévole du Puy-du-Fou trouvera-t-il cinq minutes pour informer Monsieur que le mur de Berlin est tombé en 89, que les peuples dont il parle n'ont pas attendu l'élargissement de l'Europe pour se défaire de la tutelle soviétique? S'il pouvait aussi lui glisser à l'oreille qu'il n'y a plus que lui pour user du terme de « socialisme réel », il rendrait un fier service à son seigneur et maître. En l'empêchant, peut-être, de se couvrir de ridicule.

Optic 2000

« L'impact de Jospin est intact. Mais on ne peut pas juger 2007 avec les yeux de 2004. » Cambadélis, PS.

L'électeur est aveugle et, comme disait Lao-Tseu, un aveugle qui change de lunettes est comme un cul-de-jatte qui change de chaussettes.

La De Villiérie de la semaine

« Les gens qui voteront pour nos listes enverront un message fort: faites les réformes vraies; ne vous laissez pas intimider par la privilégiation syndicale. » De Villiers, néologiste.

Et la votature du bas peuple signaturera enfin le retour des vraies valeurs, travailleur, famille et patriotisme. À la lanterne, qu'on a dit!

Frédo Ladrisse

(sources: le Figaro magazine, Libération, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



Le culte de la charogne

IL NOUS A FALLU DU COURAGE et de la bonne volonté pour venir à Saint-Denis la semaine dernière. Toute la racaille royaliste d'Europe s'était donné rendez-vous pour assister à un enterrement de près de quinze mètres.

L'affaire était d'importance, le vrai cœur du fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette mort il y a plus de 200 ans, a été transféré de la chapelle des Princes à la crypte royale des Bourbons. Pour l'occasion, tout le centre-ville fut interdit à la circulation. C'est pas tous les jours que Caroline de Monaco vient voir les pauvres. Ces tristes empilements de particules qui pètent dans la soie n'ont qu'une seule préoccupation: survivre et surveiller leur fortune. Je suis vite allé m'acheter un appareil photo jetable.

Le petit peuple a pu venir s'agglutiner devant des écrans géants mis là exprès. Peut-être qu'ils vont les laisser pour les matchs de foot. Ça serait bien.

Alors, pour tous ceux qui comme moi ne supportent les têtes couronnées que dans un panier de son, on a dû raser les murs. Le temps n'est plus où l'anarchiste rode avec sa bombe sous le manteau. Il faudrait bien trouver un jour quelque chose pour qu'au bout de la ligne 13 où ils s'entassent tous les jours, les vrais producteurs de richesses viennent dans leur palais non pas seulement récupérer leur part de gâteau mais toute la boulangerie. Tiens, je vais en parler au maire de Saint-Denis. Il est communiste. Comme moi, ça tombe bien. Il a l'air d'aimer les pauvres celui-là.

Peut-être que pour les écrans géants il pourra faire quelque chose.

Jean-Pierre Gault

L'économie sociale et solidaire

la roue de secours du système capitaliste

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE va demain, selon les dires de certains économistes ou hommes politiques (socialistes, écologistes, etc.) régler tous les problèmes.

Ce système économique salvateur propose de replacer l'homme au cœur du système économique et se veut innovant. Vaste programme...

L'économie sociale et solidaire est aussi souvent appelée le tiers secteur ou la troisième voie (entre le système privé et le système public).

Des manipulateurs voudraient nous faire admettre que l'économie sociale et solidaire est la synthèse de deux courants de pensées. L'économie sociale, issue des mouvements ouvriers du XIX^e siècle (coopératives, mutuelles, associations) qui s'est développée comme une opposition au libéralisme. Et l'économie solidaire, qui correspond à une réaction de la société civile face à la montée de l'exclusion sociale qui grandit depuis les années 1970.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce système pervers? Il se divise en deux secteurs d'activité:

- Les coopératives, les banques, les mutuelles, qui représenteraient l'économie sociale.

- Le secteur associatif, qui représenterait l'économie solidaire.

Il s'agit de plus de 750 000 euros et organismes concernés: 19 000 coopératives (hors coopératives de crédits), 17 mutuelles d'assurances, 3 000 mutuelles de santé, 730 000 associations.

Hormis le secteur associatif, les mutuelles et coopératives n'ont rien à envier à leurs sœurs jumelles, les entreprises privées. Elles sont également animées par toujours plus de profit et n'ont rien de social ni de solidaire. Le nombre de salariés est important, 1 800 000 au total dont 1 200 000 pour le secteur associatif. Leur chiffre d'affaires: 760 millions d'euros pour les coopératives et 410 millions d'euros pour les mutuelles.

Que penser du Crédit Agricole qui gère plus de 1 000 milliards de francs via plus de 15 millions de comptes? Il est aujourd'hui coté en bourse et son capital dilué par l'absorption du Crédit Lyonnais.

Le salaire de son PDG en 2003 a connu une augmentation de plus de 37,6 % par rapport à 2002. Il n'a pas encore de stock options mais cela ne saurait tarder.

40 % des dépôts en banque proviennent des composantes de l'économie sociale et solidaire. On peut le voir, c'est une logique capitaliste qui est en place dans le cadre de l'économie sociale et qui n'a rien de solidaire. Tous ces requins gravitent autour du système associatif qu'ils essayent d'attirer à eux du fait de leur fragilité. À partir des années 1980 et face à la montée et à l'aggravation de la crise (chômage très important), de nombreuses associations dites d'insertion ou de réinsertion, de développement de commerce solidaire et équitable, des réseaux d'échanges se sont constitués.

Voilà aujourd'hui les deux nouvelles familles qui nous sont présentées comme innovantes par des hommes politiques d'arrière-garde.

Pour les salariés de l'économie solidaire, les conditions de travail sont très souvent dignes du XIX^e siècle. Les responsables de ces associations se comportent très souvent de façon pire que des patrons de choc (licenciement, non-respect du droit du travail, paternalisme éhonté).

Ces associations sont un véritable vivier de main-d'œuvre bon marché pour les entreprises dites traditionnelles et elles ne s'y trompent pas. Sous le prétexte d'évaluer en milieu de travail « dit normal » les personnes en insertion sont dirigées vers les entreprises et mises à disposition pendant 3 à 6 mois. Les élus dans les collectivités territoriales ne sont pas en reste, ils ne se gênent absolument pas pour employer par le biais de ces associations des personnes pour leur faire exécuter les plus sales besognes; récurage de fossés, nettoyage

des berges, des rivières, ramassage de papiers dans la rue, etc.), et cela à moindre coût. Le secteur HLM n'est pas en reste: quelle aubaine de pouvoir faire entretenir ces bâtiments, cages d'escaliers, locaux, poubelles, espaces verts, par les habitants des cités mis à disposition par des régies de quartier.

Au bout du compte, le dindon de la farce, c'est toujours le salarié, qui, malgré quelques promesses, ne décroche que très rarement un emploi définitif.

Vouloir réaliser un projet de société en tentant de réconcilier l'économique, le social et le solidaire par la réalisation d'une hybridation de l'économie capitaliste et publique comme le proposent ces orviétans, est une vaste tartufferie. Et ce n'est pas en employant des concepts tel que le développement durable qu'ils me convaincront. Car le système que vous suggérez ne propose pas d'éradiquer le capitalisme, bien au contraire. Vous l'amendez, lui permettez de toujours plus exploiter, de s'enrichir, et surtout de perdurer.

Que vous le vouliez ou non, ce système hybride fait partie intégrante du système capitaliste français. C'est pourquoi, nous les libéraux, nous avons raison de dénoncer tous les systèmes d'exploitation sans exception.

Aujourd'hui, ce ne sont pas des syndicats réformistes qui ne font que le jeu du patronat et des politiques qui nous permettront de changer radicalement les choses et de repousser les limites du renoncement et de la misère humaine. Comme disait Proudhon au XIX^e siècle, la question sociale est posée: il ne s'agit plus de transformer les pouvoirs politiques mais bien de les subordonner au monde du travail. Dans sa théorie des conseils ouvriers, Proudhon fait de cette nouvelle représentation de la grande entreprise un lieu non seulement de production mais aussi un lieu social de formation, de participation, de démocratie, de réalisation de soi et des libertés concrètes.

Justhom

Face à une Mutualité capitalisée Quel avenir pour la Sécurité sociale ?

La contre-réforme de la Sécurité sociale et de l'assurance-maladie

Michel Sahuc

La

LA CONTRE-RÉFORME de la Sécurité sociale et de l'assurance-maladie met à l'ordre du jour la nécessité d'avoir recours aux assurances sociales de type mutuelle d'assurance à but lucratif auxquelles on peut opposer les sociétés mutualistes ou les mutuelles ouvrières à vocation sociale et humanitaire.

La « réforme » de l'assurance-maladie, que le matraquage médiatique nous présente comme une hausse « incontrôlable » et une « explosion » des dépenses de santé, ne vise pas à rétablir la balance comptable, mais cache en réalité un objectif purement marchand de « faire du fric ». En effet, même si la tendance réelle à la hausse des dépenses est inversée, elle ne suffira pas pour créer suffisamment de profit. Pour cela, le but est de faire passer le plus possible cette assurance sociale dans le secteur des assurances privées comme le préconisent le FMI et surtout l'OMC dans le cadre de la libéralisation des services publics engagée depuis les accords de Marrakech en 1994.

En fait, on retrouve les mêmes recettes que pour les retraites :

- Faire baisser le salaire socialisé, c'est-à-dire réduire le financement de la protection sociale par les cotisations sociales ;

- Dégager parallèlement de la place pour un financement par l'épargne, donc par le capital financier.

D'où des baisses, l'une radicale sur les retraites par répartition, l'autre programmée sur le financement des dépenses de santé par la Sécurité sociale toujours dans le but d'ou-

vrir le plus largement possible ce champ sur la couverture santé privée, gérée par des organismes qui font de plus en plus partie intégrante du marché financier capitaliste. Ces organismes sont, bien sûr, « les sociétés d'assurances » mais aussi les institutions de prévoyance au titre IX du code de la Sécurité sociale et, pour la Mutualité, les mutuelles d'assurance.

Face à ces attaques décisives des acquis sociaux des travailleurs, la Mutualité doit jouer un rôle de vecteur idéologique et, pour bien le comprendre, il est nécessaire de faire son état des lieux actuel. En espérant faire percevoir aux travailleurs la possibilité d'une autre solution et permettre aux militants syndicaux de se saisir de ce dossier dans le cadre des affrontements à venir.

Dès la fin du XIX^e siècle, le syndicalisme se méfiait d'un mouvement mutualiste qui, dans son ensemble, s'intégrait à la politique officielle et était protégé par l'État. Un délégué lors du Congrès de Paris en 1903 déclarait alors :

« La Mutualité transforme l'action syndicale en quelque chose d'immuable, à la solde d'un maître, gouvernement ou patron. »

Malgré tout, certains syndicats, soucieux de la protection sociale des travailleurs, créent entre les deux guerres, et en particulier lors du Front populaire, des sociétés mutualistes dans les entreprises. Aujourd'hui, le mouvement syndical est plus ou moins bien implanté dans les mutuelles avec ses places

Sécu: Le Remède du Docteur Douste



fortes dans les administrations étatiques et les entreprises publiques (Éducation nationale avec la MGEN, PTT, SNCF, EDF, etc.). Il est certain que les militants syndicalistes, les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes devront se battre dans leurs mutuelles contre les directions qui sous la pression de la contre-révolution conservatrice du gouvernement de droite vont devoir négocier, louvoyer dans tous les sens, en mettant en avant les principes bien malmenés d'une Mutualité s'opposant aux assurances, tenter de faire avaler des couleuvres en désignant comme « ennemi » les organismes à but lucratif et déclarer au final que dans la situation de gravité actuelle, il s'agit grâce à la « réforme » gouvernementale de « sauver la Sécu et la Mutu », ces deux organismes, frères indissociables!

Il semble, en effet, que le scénario soit déjà écrit et, pour lutter contre cela, il faudra imposé une rupture radicale avec cette gabegie et proposer un projet alternatif sur lequel il nous faudra réfléchir le plus rapidement possible.

Un point synthétique sur les dépenses de santé

Les dépenses de santé se situent actuellement en France à 9,5 % du PIB (produit intérieur brut), bien loin derrière des pays comme la Suisse, l'Allemagne ou les États-Unis qui pourtant ont comme règle un système d'assurance-maladie privé. Nos régimes obligatoires, régime général de la Sécurité sociale, régime agricole et la Canam, couvrent plus de 95 % de la population. Les régimes complémentaires sont très nombreux et, en 2002, il y avait 1 500 opérateurs de droit privé, c'est-à-dire 1 300 mutuelles, 51 institutions de prévoyance (IP), qui gèrent aussi les retraites complémentaires dans le privé, et 118 entreprises d'assurance – les sociétés d'assurance mutuelle – régies par le Code des assurances. Les cotisations ont représenté 11,3 milliards pour la Mutualité, 4 milliards pour les assurances privées et 7 milliards pour les IP. L'ensemble de ces organismes est soumis aux mêmes règles de concurrence, et le mouvement de concentration déjà engagé, processus typiquement capitaliste, devrait s'accroître et s'accélérer.

Dans la prise en charge des dépenses de santé en 2001, la part prise par les mutuelles fut de 7,5 %, celle des sociétés d'assurance de 2,4 % et celle des IP de 2,3 %. Si la part de la Sécurité sociale a diminué de 0,5 %, celle des organismes complémentaires a augmenté au même moment de 2 %, soit 1,3 % pour les mutuelles. Dans le financement de la consommation médicale totale, on retiendra que la part de la Sécurité sociale, c'est-à-dire le financement par salaire socialisé, est passée de 44 % en 1950 à 72 % en 1991. C'est le mouvement inverse que la bourgeoisie entrepreneuriale et patronale et ses alliés institutionnels nationaux et internationaux veulent mettre en place.

Observation critique des principaux aspects de la Mutualité actuelle

Tout d'abord, on rappellera qu'à son origine, la Mutualité s'est construite sur trois principes fondamentaux, celui de la démocratie avec « un assuré, une voix », celui de « l'égalité des mutualistes » et celui de la solidarité par la « mutualisation des risques ». Ce qui signifiait alors l'absence de différence aussi bien en fonction de l'âge, de la situation familiale, de l'état de santé, et chaque adhérent devait bénéficier d'une couverture identique.

Camarades, à présent, ouvrons les yeux et comparons ces principes fondateurs avec la réalité présente des pratiques de nos mutuelles!

L'application en 2001 de la directive européenne a aggravé le mouvement, déjà bien entamé, de mise en concurrence des organismes complémentaires et, aujourd'hui, la situation générale est celle de pratiques tarifaires. Prenons pour les mutuelles deux exemples importants:

– La cotisation en fonction de l'âge est une pratique qui est devenue fréquente, bien qu'elle soit purement assurantielle. Les jeunes adhérents cotisent moins car leur coût en remboursement est bien inférieur, et qu'il faut, dans la logique concurrentielle, saisir et conserver leur « clientèle ». Certains de nos bureaucrates mutualistes cherchent à justifier celle-ci, en avançant l'argumentation spéculative d'une solidarité mutualiste pour des jeunes qui gagneraient moins, ce qui n'est pas forcément vrai car des jeunes cadres gagnent bien plus que de vieilles ouvrières ou de vieux ouvriers ou employé.e.s. Ainsi, les cotisations augmentent en fonction de l'âge et débordent les retraites dont les revenus diminuent!

Le salaire socialisé, base du principe de socialisation, qui correspond à la cotisation comme pourcentage unique du salaire, disparaît de plus en plus des tarifications des mutuelles. Étant donné que les jeunes sont statistiquement moins malades, c'est comme si on leur justifiait une cotisation moindre à la Sécurité sociale. On est ici dans la logique du « contributif », c'est-à-dire cotiser en fonction de ce que l'on « coûtera », et percevoir en fonction de ce que l'on « a cotisé ». On est loin de la socialisation des salaires. Cette pratique de cotisation en rapport avec l'âge se retrouve par exemple chez nos camarades cheminots, à la mutuelle de l'ANPE gérée par le SNU (FSU), à la mutuelle du ministère de l'Équipement gérée par FO et la CGT où, historiquement, la cotisation était un pourcentage du brut, et dans bien d'autres.

Camarades, observez et étudiez bien vos mutuelles! L'une des conséquences, c'est que les retraités se voient appliquer une cotisation plus forte que les actifs alors que leurs ressources ont diminué par rapport à leur salaire d'activité. Nos mutuelles font de « la sélection des risques » comme de vulgaires assurances et, dès à présent, la liste de celles qui, gérées

PLAN D'URGENCE POUR LA SÉCURITÉ



par des syndicats, tournent le dos au principe de base de la solidarité de classe est bien longue, beaucoup trop longue.

— Le nombre des contrats et des forfaits de prise en charge se multiplie en fonction bien entendu de la cotisation, et l'on recherche les « besoins » du consommateur et à attirer et à garder dans une logique marchande « la clientèle » au sein d'une même mutuelle. Par exemple, comme la convention collective oblige à une couverture complémentaire, on laissera les salariés « choisir », parmi les trois formules proposées par la mutuelle mais imposées par le patronat ou l'administration, en fonction du niveau de son salaire. Que devient, ici, la solidarité de classe ?

Il est, à présent, important de comprendre les raisons qui ont conduit les mutuelles à ce type de pratiques, qui bien qu'elles ne soient par toujours récentes, se sont propagées en se généralisant pour certaines d'entre elles, dans le cadre de plus en plus dur de la concurrence officielle de ces dernières années. Devant le chantage de la logique financière, certains militants ont voté en trahissant les principes mêmes de la Mutualité.

Le cœur-mê me du vrai problème de la Mutualité, c'est que les directions des plus grosses mutuelles, des fédérations et unions mutualistes, déjà contaminées par la présence en leur sein du secteur des mutuelles d'assurance, n'ont absolument pas lutté contre la mise en place de la concurrence qui est le principe sur lequel s'appuie la théorie du marché et du capitalisme libéral.

Cette réalité est le fait incontournable sur lequel tout militant syndicaliste, libertaire, syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste ou/et qui défend « la lutte des classes » doit mettre au point sa position au sein des mutuelles.

La Mutualité serait divisée entre ceux qui acceptent les contre-réformes libérales et ceux qui y seraient opposés mais qui, malheureusement, pour le moment ne se font pas beaucoup entendre.

À la suite des deux directives européennes de 1992 sur la concurrence des organisations de prestations financières à des individus, un nouveau code de la Mutualité a été mis en place en 2001 et, désormais, le marché est libre entre les mutuelles, les sociétés d'assurances et les institutions de prévoyance.

La Communauté européenne du « fric », sous la pression des institutions économiques internationales — FMI, OMC, etc. — à la solde de la globalisation capitaliste étatsunienne a fait son travail de sape. Alors, en France, les dirigeants de nos mutuelles se mobilisent pour maintenir la fiction de « la Mutualité française » ou « à la française » qui n'aurait soit-disant rien à voir et serait opposée à l'assurance. Ce discours médiatisé nous cache encore une fois la réalité, et les positions syndicales restent malheureusement aveugles et contribuent même parfois à maintenir l'illusion en empêchant les travailleurs de connaître la vérité. La plupart du temps, dans leurs tracts, les syndicats repoussent l'entrée des compagnies d'assurance à but lucratif ainsi que les recours aux techniques assurantielles.

Souvent, nos camarades font comme si ces assurances à but lucratif n'étaient pas déjà présentes dans la Mutualité et, par là, ils trompent les travailleurs.

En effet, on a vu que de plus en plus les mutuelles rejoignent les pratiques et la gestion financière des assurances, car le cadre concurrentiel est sans pitié et nous impose une orientation radicale en retrouvant les bases de la fondation de la Sécurité sociale.

La réalité, c'est que cette gestion financière des mutuelles, en s'opposant à la répartition, construit de plus en plus une capitalisation de type rente ou épargne. Les provisions des mutuelles deviennent des placements financiers qui génèrent des rendements favorisant à conforter les prestations dues.

En effet, si les mutuelles sont des organismes privés à but non lucratif à l'inverse des assurances qui rémunèrent des actionnaires, du moment qu'elles acceptent la concurrence, elles deviennent inéluctablement des organismes de placement financiers.

Et, se moquant des affectations multiples de nos dirigeants mutualistes, la Cour de justice de la communauté européenne (CJCE), lors de son arrêt de septembre 2000, a pris crûment, pour définir un régime de nature économique, les critères suivants : affiliation facultative, application du principe de capitalisation, prestation dépendant uniquement du montant versé par les bénéficiaires et des résultats financiers des investissements effectués. Avec, en plus, « ni la poursuite d'une finalité à caractère social, ni l'absence de but lucratif, ni les exigences de solidarité, ni les autres règles relatives notamment aux restrictions auxquelles l'organisme gestionnaire est soumis dans la réalisation de ses investissements n'enlèvent à l'activité exercée par un tel organisme gestionnaire sa nature économique. » Il est clair que la justice européenne est une justice de classe à la solde de l'oligarchie entrepreneuriale et patronale capitaliste internationale. La Mutualité européenne est bien donc devenue un organisme financier et le mutualisme une marchandise comme une autre !

M.S.

Contre le patriarcat Des luttes anarcha-féministes !

Élisabeth Claude



Dessin de Cabu pour la brochure *Avortement*.

DEPUIS PLUS DE VINGT-CINQ ANS de nombreuses commissions femmes se sont succédé dans la Fédération anarchiste. Parmi les plus récentes, rappelons quelques interventions.

En 1986, création de l'émission « Femmes libres » sur Radio libertaire, par Nelly Trumel, émission qui fait se croiser femmes qui luttent et femmes qui se révoltent, femmes qui créent et femmes qui résistent, sans exclusive, émission toujours présente sur la grille, animée aujourd'hui par trois équipes en alternance : Nelly Trumel qui anime deux émissions sur quatre, Claude, Hélène et Élisabeth du groupe Pierre-Besnard et la commission Femmes de la CNT qui en animent respectivement une sur quatre.

En 1989, rédaction collective et publication de Femmes à l'ouvrage aux éditions du Monde libertaire (livre épuisé).

En 1990, notre analyse des premières interventions de groupuscules d'extrême droite contre les cliniques et les hôpitaux qui pratiquent des IVG, nous conduit à discuter avec le mouvement féministe et les associations comme le Planning familial pour protester publiquement et organiser des contre-manifestations pour défendre le droit des femmes à disposer de leur corps. Peu à peu,

cette analyse sera partagée et conduira à la création de la Cadac, coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, à laquelle la FA participera régulièrement jusqu'en 1996.

Une campagne s'organise autour du droit à la contraception et à l'avortement et pour une re-mobilisation féministe et anarchiste : entre 1990 et 1992, dix-sept réunions publiques organisées par la FA ont eu lieu. De nombreux groupes de la FA participent à des collectifs locaux. Une affiche et des autocollants sont réalisés, avec l'appui du dessinateur Cabu : « Liberté à corps et à cris ! Avortement, contraception : un droit ».

Les 18 et 19 janvier 1992, participation aux états généraux « L'amour est à nous », à la Sorbonne, à Paris.

En mars 1992, rédaction et publication de la brochure *Avortement - contraception : On vous l'a déjà dit, on veut choisir !*

En mai 1992, la réalisation des rencontres internationales anarcha-féministes a demandé un énorme travail de réflexion, d'écriture, de débat et de réalisation concrète : des articles dans le *Monde libertaire*, des traductions de textes provenant d'autres pays, une affiche, des cartes postales, puis les « Actes de la rencontre », le

Élisabeth Claude est militante du groupe Pierre-Besnard de la FA à Paris.

« Ce qui est important, d'abord, c'est la relation de liberté et d'égalité qui se construit entre les êtres concernés. »

tout autofinancé par les copines de la commission Femmes qui ont fait l'avance des frais et ont été remboursées presque complètement, au fur et à mesure des ventes des cartes et des Actes.

Au cours du congrès d'Angoulême, en 1992, les femmes de la commission s'organisent et prennent en charge la plupart des tables de séance, à la grande surprise des compagnons...

En 1993 est publiée la brochure *Ordre moral: analyses et propositions anarchistes*, à laquelle la commission Femmes participe.

De 1994 à 1995, dans le cadre d'une campagne fédérale contre les violences faites aux femmes, réalisation par la commission Femmes Nord-de-Loire d'une exposition « Du sexisme ordinaire: impressions sur papier » sur l'image des femmes dans les médias écrits, exposition qui se déplacera en 1996 et 1997 de Lille à Paris, de Rennes à Poitiers ou à Besançon, etc.

Peu de mois après paraîtra le livre *Dites-le avec les femmes*, de l'AFJ (Association des femmes journalistes), sur le même sujet. Ce n'est qu'en 2000 que sera créée La Meute. En 2000-2001, le collectif anti-patriarcal et libertaire parisien, mixte, disparaît assez rapidement. Enfin, depuis 2002, le collectif contre le publisexisme regroupe de nombreux libertaires et mène des actions, notamment dans le métro parisien.

Lors de la manifestation du 25 novembre 1995 pour les droits des femmes, des divisions apparaissent en raison de la participation de militants d'origine trop réformiste.

C'est au cours de ces dernières années que les termes « anti-sexisme », « anti-patriarcat » prennent une place plus importante, comme si les mots « féminisme » ou « anarcho-féminisme » gênaient... On ne peut comprendre ces glissements sémantiques qu'en reliant les luttes contre les commandos anti-IVG aux luttes anti-extrême droite et anti-racistes. L'expression anti-sexisme s'est construite en parallèle aux termes anti-fascisme et anti-racisme. Nombreux sont les jeunes hommes antifascistes qui se joindront aux manifestations contre ces commandos liés au catholicisme intégriste et à l'extrême droite, de façon souvent critiquée par les féministes d'ailleurs, par le comportement machiste qu'ils mettent en œuvre ou en recherchant l'affrontement avec les commandos anti-IVG ou les flics. Il est dommage de constater que ces militants ne fréquentent les milieux féministes qu'à ces occasions. Le terme « anti-patriarcat » est également utilisé chaque fois qu'on veut marquer que toute la population, femmes et hommes, est concernée par cette lutte, et pas seulement les femmes, ce que porterait historiquement le terme « féminisme », associé à la non-mixité des groupes femmes. Mais peut-on réduire le patriarcat au sexisme, la lutte anti-patriarcat à la lutte anti-sexiste ?

En 1996, lors du congrès de Toulouse, sur proposition d'une partie de la commission

Femmes (militantes de Nantes et de Lyon notamment), la décision est prise du retrait de la FA de la Cadac.

Il y a lieu de rappeler le nombre très important d'articles écrits pendant des années par les anarcho-féministes: sur le droit à l'avortement et à la contraception, contre les commandos anti-IVG, sur la situation des femmes au travail, etc., en lien avec la Cadac et le CNDF et en lien avec nos lectures diverses et variées.

En outre, quand on milite avec des forces politiques telles le PS, le PC, les Verts et les trotskistes au sein de la Cadac et du CNDF, ce qui a été le cas de nombreuses anarcho-féministes, nous pouvons être fières d'avoir convaincu les autres militant.e.s de la notion de droits liés à l'individu, et non de droits liés à la famille, nous pouvons être fières d'avoir été reconnues comme anarchistes, tant sur la critique du pouvoir que sur la critique de la religion. Nous ne pouvons oublier que les « autres » militantes nous ont reconnues comme porteuses d'axes féministes dans notre anarcho-féminisme.

En 2000, d'autres participantes à la commission Femmes, pour le congrès de Perpignan, proposent que les anarchistes participent à la Marche mondiale des femmes mais la proposition n'est pas retenue.

Depuis le congrès de Besançon de 2003, une commission anti-patriarcat mixte regroupe des membres de la FA, avec comme principal outil d'échanges une liste sur Internet et comme objectif la mise en place d'une campagne anti-patriarcat. Une motion est adoptée lors de ce congrès (voir le *Monde libertaire*, n° 1325).

Une rubrique anti-patriarcat est identifiée dans le *Monde Libertaire*: de mai 2003 à mai 2004, sur 36 articles parus sur ce thème dans 40 numéros du journal, 19 sont signés par des membres de la commission anti-patriarcat et 17 par des non-membres ou des personnes non identifiées (pseudos). Les thèmes traités sont souvent liés à l'actualité (voiles, foulards et religions, action contre les commandos anti-IVG, action contre les jouets sexistes, homophobies, norme sociale de la minceur pour l'été). Certains portent sur les notions de couple et de sexualité (six articles, plus le « 4 pages » décrit ci-dessous: déconstruction de la norme hétérosexuelle, soutien aux pratiques homosexuelles, lesbiennes, trans et « autres », comme les « sex toys »). Leur répondent d'autres personnes qui contestent pour partie les propos tenus. Par ailleurs, des articles cherchent à traiter le sujet du féminisme à partir d'autres aspects (engagement politique, aspect historique Proudhon - Dejacque, analyse d'une mise en pratique de la non-mixité au Point G lors du Vaaag à Évian, éducation et sexisme, parution de livres, etc.).

La réalisation d'un supplément de « 4 pages » fin octobre 2003 affirme quelques principes mais développe essentiellement les aspects de domination liés au genre. L'allusion

à la possibilité de « nous organiser entre femmes, féministes, lesbiennes, etc. de tous horizons, de toutes classes sociales... et nous le faisons » pose cependant un problème dans le journal d'une organisation dont l'un des objectifs est de supprimer les classes sociales! En effet, si l'on partage l'analyse que les normes de domination mises en œuvre par le patriarcat s'appliquent à toutes les femmes, quelle que soit leur appartenance de classe (et, soyons simple, il n'y en a que deux: la classe exploitée et la classe exploiteuse), si les violences sont subies dans tous les milieux (ouvrier et bourgeois, pauvre et riche), il faut fermement rappeler que la solidarité n'a pas de frontière mais qu'elle ne se divise pas: si M^{me} de Bettancourt, PDG de L'Oréal et femme la plus riche de France (elle gagnerait le SMIC toutes les minutes!) est battue, violée ou humiliée, il faudra dénoncer ces violences, même si cette dame ne fréquentera jamais nos collectifs de luttes! Au cas où elle le ferait, il pourrait lui être demandé d'être solidaire à son tour, en renonçant à l'exploitation qu'elle fait subir à des milliers d'hommes et de femmes et qui l'enrichit de façon éhontée. N'y aurait-il une confusion entre interclassisme et collectif de mobilisation large?

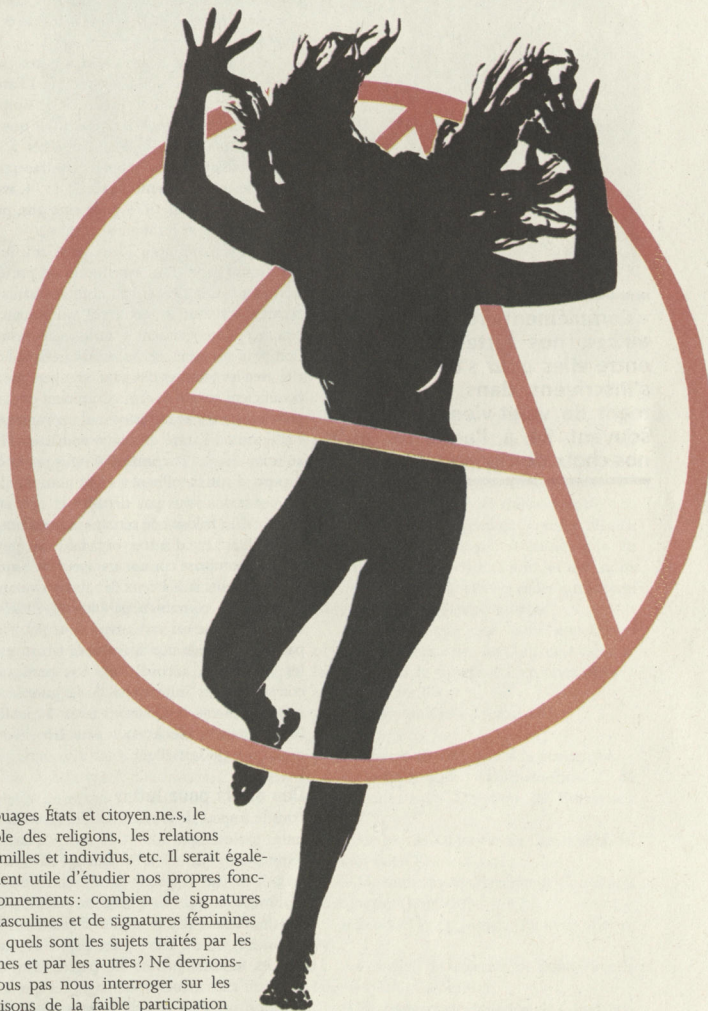
- Une affiche, parue en 4^e de couverture du *Monde libertaire*, n° 1356, du 29 avril 2004 a également été tirée à des milliers d'exemplaires.

Différencier pratiques hétérosexuelles et comportements sexistes

À la lecture de certains articles, on peut s'interroger et se demander si la lutte contre le patriarcat se réduit à la dénonciation de la norme hétérosexuelle, comme seule composante de cette oppression. Une lecture rapide de certains textes pourrait faire penser que l'hétérosexualité, dénoncée à juste titre comme étant une norme imposée par le patriarcat et que les tenants de ce système utilisent pour justifier les discriminations et oppressions homophobes ou lesbophobes, deviendrait interdite et serait considérée comme « anti-anarchiste ». Cette question a déjà été abordée d'ailleurs dans la presse féministe. Ne conviendrait-il pas de réfléchir au fait que l'orientation sexuelle, vécue par chacun et chacune d'entre nous, ne s'opère pas forcément à l'issue d'un choix délibéré et politique mais résulte de rencontres diverses... Ce qui est important, davantage que l'identité biologique ou l'orientation de la sexualité, c'est la relation de liberté et d'égalité qui se construit entre les êtres concernés: comme le clame Florence Montreynaud, vive l'amour libre et gratuit! Ce qui est important, c'est de lutter contre les discriminations liées aux orientations sexuelles hors tradition et de dénoncer les comportements sexistes et machistes, d'où qu'ils viennent (au travail, dans la rue, au domicile ou dans les lieux militants) et quelles que soient les orientations personnelles des victimes.

Combattre le patriarcat, tout le patriarcat!

À l'avenir, on espère que d'autres aspects du patriarcat seront étudiés et développés dans les futures publications libertaires: les aspects économiques, la transposition de la relation domination-soumission dans la sphère du travail ou dans les



rouages États et citoyen.ne.s, le rôle des religions, les relations familles et individus, etc. Il serait également utile d'étudier nos propres fonctionnements: combien de signatures masculines et de signatures féminines et quels sont les sujets traités par les unes et par les autres? Ne devrions-nous pas nous interroger sur les raisons de la faible participation des femmes aux organisations libertaires, tant dans les structures de base que pour les responsabilités à assumer, etc., et sur les moyens de remédier à cet état de fait, qui n'est pas spécifique à notre mouvement.

Lutter, avec qui?

Sur le terrain des luttes féministes, comme sur d'autres, on constate que les anarchistes, hommes et femmes, sont divisés quant à la

« Complémentaires les unes des autres, nos luttes s'articulent entre elles pour s'enrichir, elles s'inscrivent dans un mouvement de va-et-vient, bien plus souvent lié à l'actualité qu'à nos choix de campagnes. »

question de travailler seuls ou avec d'autres, et si oui avec qui? En effet, certain.e.s sont convaincus que le mouvement anarchiste, voire la FA, doivent agir seuls, à la rigueur avec d'autres parties du mouvement libertaire (mais lesquelles?) et d'autres sont tout aussi convaincus que ces entités peuvent agir avec d'autres composantes du mouvement social (organisations syndicales, associations, collectifs, coordinations, etc.), selon l'actualité et les enjeux.

Si l'on prend l'exemple des luttes pour l'accès de toutes à la contraception et à l'avortement, libres et gratuits, le constat est simple: c'est en luttant, toutes et tous ensemble que les femmes ont gagné un meilleur accès à ces droits fondamentaux (rappels: contraception autorisée en 1967, remboursée en 1974, avortement autorisé en 1975 pour cinq ans, prolongé en 1979 et remboursé ensuite).

Or beaucoup reste à faire pour améliorer ces droits: lieux d'information et de prévention et centres IVG en nombre suffisants et répartis sur tout le territoire, avortement et contraception vraiment gratuits, sans restriction pour les mineures et les émigrées, solidarité avec les femmes des pays étrangers qui ne bénéficient pas de ce droit. Comment peut-on penser que les anarchistes seul.e.s gagneront sur l'une ou l'autre de ces revendications? Et au nom de quoi devrions-nous nous priver des apports d'autres militant.e.s? Au nom de quoi ne pourrions-nous pas débattre et agir avec d'autres? La frilosité de certain.e.s à rencontrer des militant.e.s d'autres organisations peut-elle être comprise comme une peur de risquer ses arguments face à ceux des autres courants, voire d'être convaincu par eux et elles? Et alors! L'inverse est vrai aussi: nous pouvons, par la rigueur de nos analyses, la tentative de les mettre en accord avec nos pratiques, convaincre des militant.e.s de la justesse de nos arguments... Qu'avons-nous à perdre? Notre virginité idéologique peut-être, mais à quoi ou à qui sert-elle?

Des outils pour lutter

Pour le respect de la créativité des femmes en lutte: par exemple autour du mot « anarcha-féministe », qui, selon certains spécialistes de la langue, ne respecte pas la construction grammaticale qui voudrait qu'on parle d'anarcho-féminisme (sur le modèle d'anarcho-syndicalisme) ou du mot « sans-papier », créé par les femmes privées de papier, dans les luttes qu'elles mènent pour signifier que leur situation présente des différences avec celles des hommes (dépendance en cas de regroupement familial, polygamie, répudiation, mais pas seulement). Revendiquons la liberté de créer les mots qui nous conviennent! Mais, comme pour l'orthographe ou la typographie, n'en faisons pas une fin en soi. Il s'agit d'une représentation symbolique de l'oppression patriarcale, certes à dénoncer, mais les nuisances réelles de cette oppression nécessitent bien davantage qu'une focalisation langagière.

Pour la renaissance d'une commission anarcha-féministe, pensée comme un espace certes féministe mais aussi anarchiste, c'est-à-dire, entre exploitées, sans compromis avec des tenants de l'exploitation et/ou de l'oppression (pas plus de patronnes que de patrons à la FA!).

Pour que cette commission soit non mixte, et que cet espace de non-mixité soit compris et vécu comme un outil de réflexions et d'échanges sur la spécificité de l'oppression subie par les femmes (et non, comme certains se plaisent à le croire, comme une fin en soi, comme un projet de séparation totale des femmes et des hommes), soit respecté comme espace de liberté pour les femmes et non d'exclusion des hommes, et comme outil permettant de construire une force collective.

Pour une construction conjointe de l'anarchisme et du féminisme, qui cherche à rendre les anarchistes plus conscients et convaincus de la nécessité des luttes féministes contre le patriarcat et les féministes plus conscientes et plus convaincues de la nécessité des concepts de l'anarchisme, par exemple sur les rapports de pouvoir, le leurre des élections politiciennes et le respect de la place des individus dans le collectif. Par exemple, pourquoi ne pas s'investir dans les prochaines initiatives de la Marche mondiale des femmes, notamment pour y porter nos analyses sur la place des religions dans les sociétés, comme outils de domination des individus, et des femmes en particulier?

Pour la fédération de toutes les luttes, sans hiérarchie et sans concurrence! Complémentaires les unes des autres, nos luttes s'articulent entre elles pour s'enrichir, elles s'inscrivent dans un mouvement de va-et-vient, bien plus souvent lié à l'actualité qu'à nos choix de campagnes. Elles participent d'un mouvement social beaucoup plus large que le cercle de la FA, voire du mouvement libertaire pour s'inscrire dans un contexte où notre influence peut s'exercer, nos idées et nos pratiques se diffuser et se confronter à d'autres. Nous contestons la primauté d'une lutte sur une autre, notamment comme le défendaient les militants d'origine marxiste, qui défendaient la priorité de la lutte économique sur toutes les autres, ou encore, les militants pour la libération du joug colonialiste dans certaines contrées, qui posaient la lutte de libération nationale comme prioritaire face aux luttes contre l'exploitation, ou pour l'égalité sociale. Les femmes, et les féministes, sont bien placées pour savoir que cette hiérarchisation des luttes leur a toujours été néfaste! **E. C.**

À lire: le numéro spécial Anti-patriarcat de *No Pasaran*, hors série, n° 2, 5 euros, qui traite de nombreux aspects du féminisme et de ses luttes, et qui est bourré de références d'ouvrages, d'associations, de sites Internet.

Santiago du Chili

Rencontre internationale pour objecter au militarisme



DANS LE MONDE ENTIER, des groupes d'actives célèbrent le 15 mai : Jour international de l'objection de conscience. Traditionnellement, l'Internationale des résistants à la guerre appelle à commémorer ce jour en focalisant l'attention sur un lieu où la lutte antimilitariste nécessite le plus de soutien. Cette année, l'attention a convergé vers le Chili et l'Amérique latine. Le groupe « Ni casque ni uniforme », en relation avec l'IRG, a organisé une rencontre internationale sur l'antimilitarisme et l'objection de conscience. Pendant la semaine du 10 au 15 mai, des objecteurs (hommes et femmes) et des militants de l'Équateur, du Paraguay, de Colombie, du Venezuela, du Mexique, d'Uruguay, d'Argentine, du Pérou, de Bolivie, du Brésil, d'Espagne et d'Angleterre partagèrent leurs expériences et discutèrent de différents aspects de la lutte antimilitariste.

La rencontre se tint en deux temps. En premier lieu, le séminaire « Militarisme social en Amérique latine – Expériences de résistance au nouvel ordre mondial » qui eut lieu à la Maison centrale de l'Université bolivarienne, dans le quartier Yungay de Santiago. Dans ce séminaire, on discuta du phénomène de la militarisation sociale dans le contexte latino-américain, en mettant l'accent sur la résurgence des expériences basées sur la non-violence active. La conférence menée par le délégué vénézuélien, appartenant au Comité de relation anarchiste (CRA), fut suivie avec beaucoup d'intérêt par l'auditoire, qui obtint des informations de première main sur la militarisation progressive de la société vénézuélienne et l'existence de groupes parapoliciers de gauche et de droite.

La seconde partie de la rencontre était consacrée au passage de la théorie à la pra-

tique, avec des journées d'entraînement à l'action directe non violente. Cet entraînement eut lieu au siège du groupe d'objecteurs de conscience « Ni casque ni uniforme » et s'acheva le 15 mai par une action menée en face du bâtiment du ministère de la Défense du Chili, où on lut et on diffusa le communiqué final de la rencontre.

Déclaration publique :

Dans toute l'Amérique latine et dans le monde entier, des actions pour commémorer le Jour international de l'objection de conscience ont lieu en ce moment même.

Dans tous ces endroits, on revendique le droit de refuser de participer à la machinerie de la guerre, aux dépenses militaires, à la production et à la vente d'armements, aux lois injustes et au service militaire.

Nos revendications aident à construire une société plus juste, tolérante, libérée des tortures, des prisons et des discriminations; construction que nous réalisons à travers l'action directe non violente, la désobéissance et la résistance civiles, l'insoumission et, fondamentalement, l'objection de conscience, comprise comme un refus du militarisme, de la guerre et des causes qui la provoquent.

C'est pour cela qu'ici au Chili, nous manifestons notre rejet de la mesure incluse dans la Loi de réforme du service militaire, considérant qu'elle est faite en faveur des forces armées, et qu'elle ne privilégie pas le droit du libre choix, en posant des conditions et des limites à notre droit de décider.

Aujourd'hui, nous appelons à une attention spéciale sur la lutte pour la démilitarisation de l'Amérique latine, région soumise à l'extrême pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la discrimination, l'esclavage, abus provoqués

par ce modèle socio-économique qui ne pense qu'aux bénéfices dans une démocratie de pacotille, qui trouve un de ses piliers fondamentaux dans l'existence des armées.

L'existence du service militaire et des lois qui le renforcent ne génèrent comme résultat que des morts physiques comme celle du conscrit Raul Aedo, entre autres, et des morts psychologiques pour ceux et celles qui passent par cette école de l'autoritarisme.

C'est pour cela que nous appelons à objecter au militarisme. Au Chili, en Amérique latine et dans le monde entier, nous disons : « Insoumission ! »

Santiago du Chili, 15 mai 2004.

Signataires et participants à la rencontre :

– Coordinadora Latinoamericana de Antimilitarismo y Objeción de Conciencia (CLAOC).

– Grupo de Objeción de Conciencia del Ecuador (GOCE).

– Movimiento de Objeción de Conciencia de Paraguay (MOC-PY).

– Servicio Paz y Justicia, Paraguay (Serpaj Py).

– Colectivo de Objeción de Conciencia de Bogotá (COC, Colombia).

– Movimiento de Objeción de Conciencia « Ni Casco Ni Uniforme ».

– Grupo de Objeción de Conciencia « Rompiendo Filas » (Temuco).

– Internacional de Resistentes a la Guerra (IRG -WRI).

– Alternativa Antimilitarista, MOC Carabanchel (España).

– Comunidad del Sur (Uruguay).

– Comisión de Relaciones Anarquistas (CRA, Venezuela).

– Insumisos de México.

Le mythe de la Libération dans l'histoire officielle

« À CHACUN SA RÉSISTANCE! À chacun sa guerre! Pourquoi ces deux affirmations qui font apparaître une profonde contradiction entre ceux qui combattaient pour la libération de la France? Il convient de dire, très nettement, que certains résistants – pas nécessairement les premiers – ont affronté politiquement, même si c'était les armes à la main, le nazisme et les affidés de Vichy. Pour d'autres, les plus nombreux avec le temps, surtout à partir du printemps 1943, c'est la guerre aux "boches" qui était à l'ordre du jour. » Ainsi commence le dernier livre de Maurice Rajsfus, où il revient sur une période troublée, et sublimée sur bien des aspects pour être en adéquation avec l'histoire officielle. Il fait là, sans concessions ni déférence à l'imagerie officielle, un véritable travail d'investigation historique.

Concernant le Parti communiste, par exemple, il cite cet extrait de l'*Humanité* clandestine du 4 juillet 1940: « Il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. Bravo, camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. La Fraternité ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité! »

L'allusion de l'*Humanité* aux bourgeois français stupides et malfaisants ne doit pas concerner les bourgeois de la finance car, pendant l'été 1940, les banquiers et les industriels français s'installent sans problème dans la collaboration, comme poussés par une « loi naturelle ». Ils participent avec conviction à la liquidation des institutions républicaines, de même qu'à l'aryanisation des entreprises et des banques, comme le dénonce Annie Lacroix-Riz dans *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*.

L'*Humanité* des 22, 23 et 24 août 1944 adopte un tout autre ton, à en juger par ses titres: « Mort aux boches et aux traîtres! », « Pas un boche ne doit sortir vivant de Paris insurgé! » et, enfin, « À chaque Parisien son boche! » Le pacte germano-soviétique est passé à la trappe, l'internationalisme aussi d'ailleurs, la « ligne » du Parti a changé. La Résistance – avec le mythe

de la France combattante – et la guerre de libération sont passées par là.

La guerre de libération est l'un des thèmes les plus déclinés après les années d'Occupation pendant lesquelles la soumission au gouvernement de Pétain a primé. Thème récurrent selon les perspectives et les enjeux, utilisé à des fins de manipulation de l'opinion; histoire également d'oublier l'absence de contestation de Vichy, l'acceptation des persécutions raciales et politiques et les luttes internes pour le pouvoir. Deux grandes tendances se retrouvaient au sein de la Résistance, le combat contre l'armée d'occupation et le combat contre le nazisme, lié à l'idée d'un changement de société après la victoire. C'est le cas pour une partie de la Résistance intérieure que Charles de Gaulle méprisait et dont il suspectait l'autonomie, son influence trop radicale et le manque de respect pour l'autorité de l'État. En un mot, une composante incontrôlable de la lutte: « La libération de la France sera en même temps une libération sociale qui purgera le pays des exploités, et ouvrira la voie au socialisme, comme semble le promettre [...] le programme du Conseil national de la Résistance. »

Pour Maurice Rajsfus, il s'agit en réalité non pas d'une, mais de trois guerres de libération: celle des maquisards révolutionnaires, celle des généraux et de la bourgeoisie, enfin celle du Parti communiste. Trois visions opposées malgré le mythe d'une Résistance unitaire et du « Tous résistants » qui perdureront.

Chaque époque a son consensus, celui de l'après-guerre tente de se construire autour de l'idée d'une résistance générale à l'occupant. Pourtant la Collaboration avait touché tout le monde, à commencer par les patrons d'entreprise, les commis de l'État, la justice, la police qui d'ailleurs sera saluée par de Gaulle pour s'être ralliée massivement à la Résistance à la fin d'août 1944. Quant à l'épuration d'un service qui a, avec zèle, pourchassé pendant des années les antifascistes, les résistants et les Juifs, sur les 21 000 policiers, 3 939 passent devant les commissions d'épuration, 1906 sont sanctionnés

avec 800 révocations, 164 mises à la retraite, 74 mises en disponibilité et 32 rétrogradés. « 190 commissaires et inspecteurs de police sont passés devant les commissions d'épuration, 52 d'entre eux étant révoqués, dont 18 reprendront du service dans les années suivantes. Guerre froide oblige! » Maurice Rajsfus remarque aussi qu'à partir d'août 1944, la CGT enregistre de nombreuses adhésions de policiers, mais seulement jusqu'en 1947. Il est également fort possible que certains des policiers réintégrés ou non « épurés » aient participé à la répression brutale et criminelle de la manifestation pacifique des Algériens le 17 octobre 1961. Répression menée par Maurice Papon, alors préfet de police à Paris.

C'est cette Libération inconnue que Maurice Rajsfus nous fait découvrir, celle des maquisards écartés de l'histoire officielle, des combattants clandestins, des « terroristes », celle des antifascistes, des révolutionnaires espagnols qui pensaient continuer le combat contre le fascisme en chassant Franco, celle du rêve brisé d'une révolution sociale après le cauchemar totalitaire. « Pour beaucoup, la Résistance ne pouvait être que le prélude à une révolution sociale [...]. Les combattants de la Résistance ne luttaient pas seulement contre l'occupant [mais aussi contre] les élites de l'État [...] de l'autre côté de la barricade symbolique dans ce qu'on appelait la guerre de classes. »

En ces temps de commémoration, de déclarations convenues et de visites insultantes (Bush en libérateur allié!), il est important de lire la *Libération inconnue* pour se libérer la tête des clichés réitérés et aussi se poser des questions sur cette Résistance idéalisée dans les écrits, les paroles et les images. Par exemple: « Pourquoi la Résistance n'a-t-elle jamais tenté de stopper un train de déportation (juifs ou politiques)? »

Christiane Passevant

La Libération inconnue, à chacun sa résistance, de Maurice Rajsfus, 2004, Le Cherche Midi, 272 p., 19 euros.

57^e Festival de Cannes

Cinéma et commerce



Nobody Knows

Heike Hurst

LA PALME D'OR à Michael Moore, c'est récompenser un type pour ses actions coups de poing, récompenser la propagande anti-Bush, applaudir son attitude anti-guerre. *Fahrenheit 9/11* (en compétition), malgré son beau titre, est un mauvais documentaire: le film est confus, pas très informatif, un essai, un film pamphlet et aussi un coup de pied au cinéma. Ce n'est pas étonnant que Jean-Luc Godard (*Notre musique*, hors compétition) qui a réalisé, lui aussi, un film anti-guerre virulent – où les marines gardent « le paradis » – a jugé très sévèrement le film de Michael Moore. Le film de Godard est un film de propagande pour la paix, un film où l'on parle de livres et d'écrivains. Des livres se trouvent dans le sac d'une jeune fille prête à se faire exploser. Une fois la « terroriste » abattue, on n'y trouvera pas de bombe. Dans *Notre musique*, il y a Sarajevo et nous, le pont de Mostar et Godard en jardinier européen, des signifiants majeurs et une réflexion. Michael Moore, en revanche, veut surtout dénigrer Bush, comme si ce n'était pas déjà fait. Peut-être en Amérique, son film sera utile, pour voter « utile ».

Commerce et cinéma

Michael Moore a parlé aux intermittents, il a serré la main à José Bové. D'après la photo, il l'a fait spontanément et gratuitement. Car Michael Moore se fait payer ses interviews. 2 000 dollars (dans la presse écrite, beaucoup plus quand c'est la télévision). Du jamais vu dans un festival. Godard donnait la parole aux intermittents à l'intérieur du Palais (bunker bien gardé par les CRS pendant toute la durée du festival): Olivier de Rousseau, le délégué

des intermittents pouvait exposer les problèmes à la presse internationale. Il n'a pas profité de la tribune qui lui était offerte, il n'a pas su expliquer.

D'autres faits troublants: Michael Moore et Quentin Tarantino (président du Jury) sont sous contrat chez Miramax, filiale de Disney. Tarantino a donc fait primer un film de l'écologie commune, où l'on hésite encore sur la date de sortie de *Fahrenheit 9/11* aux États-Unis.

En fait, Tarantino voulait primer *Old Boy* de Park Chan-wook. Mais le jury ne suivait pas, alors qu'il était facile d'obtenir l'unanimité pour le film de Michael Moore.

La vengeance comme leurre

Le prodigieux acteur de *Ivre de femmes* et de peinture, Choi Min-Sik, soutient ce tour de force qu'est d'interpréter *Old Boy* de Park Chan-wook: un homme est kidnappé, séquestré pendant quinze ans sans savoir par qui et pourquoi. À la télévision, il apprend qu'il a assassiné sa femme et qu'il est le coupable recherché. En sortant vivant de cette épreuve (il se bat tout le temps, s'entraîne, résiste à toutes les humiliations. Il est exposé aux gaz que les Russes utilisaient contre les Tchétchènes, subit des injections de substances chimiques, etc.), une seule idée l'habite: retrouver ce salaud qui l'a enfermé et se venger. *Old Boy*, film terrifiant, où la violence, l'auto-mutilation renvoie aux dérèglements de la société coréenne, ultra-violente. Tout s'achète: la surveillance, la séquestration et la mort d'homme. *Old Boy* est le film le plus radical du festival. Si l'œuvre est inspirée de *Surveiller et punir* de Foucault, ici, tout se passe



Les Éducateurs

à l'échelle individuelle. La carence de l'État est montrée du doigt. Inspiré d'un manga, le film a dépassé en Corée les entrées de *Matrix* et de *Kill Bill*. Le remake américain sera produit par Universal. C'est contre ce leurre de la violence et de la vengeance que travaillent Yervant Gianikian et Angela Ricci Lucchi. En historiens et cinéastes, ils s'approchent des visages, colorent les pellicules, trouvent des formes artistiques pour exprimer la compassion : *Oh Uomo*, (Quinzaine) dernier volet de leur triptyque consacré à l'après de la guerre, commente la « Naissance de l'homme "nouveau" après la première guerre mondiale, un homme violent qui cherchait la vengeance »...

Le combattant survivant estropié n'est pas beau à regarder. Il faudra le cacher, lui éviter le contact avec d'autres humains comme s'il portait la marque de maladies honteuses. Les morts ont leurs monuments. Les vivants, les gueules cassées, personne n'en veut. Gianikian et Ricci montrent cette double morale et en quoi consiste le travail de réparation (dans les archives qu'ils consultent). L'homme robot, bras et jambes aux articulations d'acier, l'œil en verre qui s'encastre et redonne le sourire à un visage...

Gianikian et Ricci nous donnent à voir ce qui est parfois insoutenable, mais qui restera en mémoire. *Oh Uomo* parle aussi d'histoires singulières, celle d'un pianiste qui perd sa main droite, à qui compositeurs et musiciens écrivent des musiques pour la main gauche...

Amour et révolte comme drogue

Clean de Olivier Assayas transcrit le parcours d'Emily, Maggie Cheung (prix d'interprétation féminine), en jeune mère qui va devenir « clean » pour récupérer son enfant. L'enfant comme prise de terre. Un beau film sur tout ce qui est toujours possible. La vie est la seule valeur, mais pour la qualité de cette vie, il faut se battre et ne jamais renoncer.



Clean

Lucrecia Martel propose une tout autre lecture des liens de famille et des amours avec la *Nina santa* (La fille sainte), son deuxième long métrage. Des jeunes filles essaient leur charme sur les garçons, jeunes et vieux, projettent leur envies sexuelles, érotiques et se frottent au propre et au figuré à toutes les formes du désir. Un film illuminé par la beauté de quelques plans.

Diarios de Motocicleta (Carnets de voyage) sont les notes d'un voyage d'apprentissage, transposées au cinéma. 8000 km en moto pour explorer l'Amérique latine et aller à la rencontre du peuple (paysans expropriés, malades d'une léproserie). Walter Salles signe là un beau film sur la rencontre avec le monde tel qu'il est et rend plausible l'engagement de toute une vie aux côtés des « damnés de la terre ». Hans Weingartner, les *Éducateurs*, conjugue avec plus de bonheur le désir de révolution et l'envie de vivre des amours : trois jeunes gens font peur aux riches et découvrent qu'il y a peu de chances qu'ils changent un jour. La ligne dure du film, défendu par Daniel Brühl, l'acteur principal de *Good bye Lenin* : « jeune ou vieux, se révolter, c'est toujours possible ! » ou « les bonnes idées survivent toujours ! » C'est amusant à regarder.

D'autres films disent aussi que le cinéma c'est un divertissement et du grand art : c'est là qu'on trouve 2064 de Wong Kar-wai ou l'art de la mise en scène ; la *Maison des couteaux volants* de Zhang Yimou, ou la beauté d'un spectacle inoubliable *Tropical Malady* de Apichatpong Weerasethakul ou la sensation d'un rêve hypnotique humide... alors qu'au Japon, bastion de la vie familiale, une mère peut laisser ses enfants et essayer de vivre sa vie (en France, Isild le Besco racontait une histoire analogue dans *Demi-Tarif*). *Nobody knows* de Kore-eda raconte en longs plans séquences leur vie commune et leur amour pour la mère. Prix d'interprétation pour Yagira Yuya, 14 ans. Il joue Akira, l'aîné. HH.

Anartiste

Le numéro 4 de la revue sera présenté à la librairie du Monde libertaire



Laurent Nicolas Tamamm

SAMEDI 26 JUIN 2004 à la librairie Publico à 16h30 un forum aura lieu à l'occasion de la parution du numéro 4 de la revue *Anartiste*, revue du groupe La Vache folle de la Fédération anarchiste. Un numéro spécial suite à la disparition de notre compagnon Jacques Perdereau membre du groupe, fidèle responsable technique de Radio libertaire avec ou sans mandat et créateur de l'émission Epsilon sur Radio libertaire.

Le départ prématuré de notre compagnon Jacques Perdereau nous a contraint à aborder des aspects de l'art de manière brutale, mais affective aussi. Nous avons souhaité dès l'origine de cette revue montrer qu'un rapport à l'anarchie était possible au travers de toutes les formes de l'acte de création. Nous souhaitons illustrer, dans cette revue, la grande diversité des esthétiques anarchistes.

Chacun des membres du groupe « la Vache folle » a une approche particulière et personnelle de l'art. « Unique », comme l'écrit Stirner, chacun d'entre nous ne peut individuellement prétendre embrasser globalement toutes les esthétiques. Chacun a ses « affinités électives », chacun dispose d'atomes crochus qui lui sont propres. Chacun a une approche affective à l'acte de création très intime. Pourtant, chacun reste ouvert aux sensibilités différentes. Notre compagnon Jacques avait cette passion et cette curiosité pour toutes les recherches et expérimentations musicales. Il était notre référent en la matière.

Chacun, dans le groupe, ne pouvait qu'être d'accord avec lui sur le constat de la pauvreté et de l'indigence de certaines musiques. La recherche, en ce domaine comme dans d'autres, devait être la règle... Comme en anarchie.

Nous ouvrons largement les pages d'*Anartiste* à ses compagnons de route, à ceux qui l'ont aimé, qui ont travaillé avec lui et aussi à nos amis de toujours qui l'ont côtoyé et apprécié. Pour vous faire découvrir ce qu'il aimait et défendait en matière de musique, un CD est encarté dans le présent numéro. Ce CD est payé par notre radio, Radio libertaire. La revue elle, est financée grâce aux membres du groupe et aux amis proches.

Nous n'avons pas voulu faire un numéro à la gloire de notre ami et compagnon. Nous avons voulu mettre en valeur ses champs d'investigation qui sont aussi nos terrains d'expérimentation.

Nous souhaitons que ce numéro soit à la hauteur de notre affection, qu'il soit reçu comme un témoignage exceptionnel. Jacques était le seul d'entre nous à pouvoir dissenter toute une nuit sur John Cage, l'Anarchie et l'Aléatoire. Il avait compris comme ses amis de « la Vache folle » que l'Idéal anarchiste vers lequel nous tendons sans jamais le figer dans un « absolu » est loin des spéculations théoriques sur la philosophie et la morale anarchiste. La traduction concrète de cette aspiration à un idéal, c'est d'abord, quelles que soient les formes collectives, associatives qu'il peut également revêtir, l'acte de création individuel. Nous pouvons affirmer comme l'aurait fait Jacques, que les recherches de John Cage et de Mierce Cunningham sont aussi importantes que les écrits de Kropotkine et d'Élisée Reclus. Nous espérons que le contenu de ce numéro vous incitera à des découvertes et à des aventures insolites avec l'art. La rédaction tient à remercier les collaborateurs et le secrétariat de Radio libertaire.

La Vache folle

Au sommaire du numéro 4

Robert Gaillot, Jean-Luc Luysen, André Robèr, Carole Rieussec, Françoise Lombard, Laurence Tuot, Ytak, Patrick Boeuf, Devande, Hanjorg Mayer, Julien Blaine, Laurent Zunino, Laurent Nicolas Tamamm, Marc Ménétrier, Éric Martineau, Thierry de Lavau, Gérard Camoin, le groupe « la Vache folle », Hélène Breschand, Tudor Banus, Pietro Ferrua, Elen Capucine, François Bhavsar, Fernando Aguiar, Joel Hubaut, René Strubel, Archibald Zurvan, Jehan Van Langhenhoven, Fabienne De Quasa Riera, Denis Pouppeville, Pessoa, Philippe Equy, Elias Pétropoulos, Mark Brusse. Un CD tiré à 1000 exemplaires, hors commerce, vendu uniquement avec le n° 4 de la radio, pressé grâce au soutien de Radio libertaire.

Participants du CD : Kristoff K. Roll, A;K;A, Black Sifichi, Christine Werbster, Dragibus, Jean-François Pauvros, Mika Pusse, D.E.F, Joel Hubaut & L'orchestre Inachevé.

Anartiste est en vente à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, à la librairie du Muguet à Bordeaux, mais ça va changer. On peut aussi s'abonner. Abonnement pour deux numéros à compter du numéro simple : 10 euros. Soutien : 20 euros. Bienfaiteur illimité.

Les numéros 1, 2 et 3 sont disponibles; ils peuvent être commandés à *Anartiste*, 117, rue de la Réunion, 75020 Paris, au prix de 6 euros le numéro. Les chèques sont à libeller à l'ordre d'*Anartiste*.

Du 10 au 27 juin

Paris 20^e

Yann Derais expose ses photos dans le cadre du festival antifasciste des 5 ans de Barricata, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Vendredi 11 juin

Saint-Nazaire

Le Front libertaire organise une conférence débat: « Louise Michel, une artiste en Révolution » par Claire Auzias et « Louise Michel et la Bretagne » par Mariëlle et Didier Giraud. À 20h30 à la Maison du Peuple.

Samedi 12 juin

Marseille 1^{er}

Conférence débat avec Roland Breton qui présentera son livre *Atlas des langues du monde* (éditions Autrement). À 15 heures, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 18^e

Projection du film de J. Lamant *Foi d'anar: Maurice Joyeux* (1984), avec une présentation de Thierry Porré, à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses.

Paris 11^e

Débat organisé par le collectif du RATP (Réseau pour l'Abolition des Transports Payants): « La répression dans les transports » et présentation de la brochure *Déplacements sous contrôle*, manuel juridique de l'arsenal répressif des transports en commun, à 16h30 à Publico, 145, rue Amélot.

Paris 20^e

Les luttes syndicales, paysannes et indiennes en Colombie. Projection des documentaires *Le Sang de la terre*, *d'Ana Vivas et Présués coupables*, de Marianne Roussy. Débat avec le syndicaliste colombien César

Carrillo. À 18 heures, au local de la CNT, 33, rue des Vignoles.

Dimanche 13 juin

Ivry

Gala de l'Union pacifiste avec Fabienne Elkoubi, Michel Valette, Christiane Courvoisier, etc. À 17 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès.

Judi 17 juin

Merlieux (02)

La Bibliothèque sociale animée par le groupe Pierre Kropotkine de la FA recevra Michel Ragon pour son livre *Courbet peintre de la liberté*, de 18 heures à 21 heures. Table de presse, buvette. À l'Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Infos: 0323801709.

Du 17 au 19 juin

Paris 11^e

LuLu Borgia en concert. En première partie: Courts-métrages *Avatars* et *Aedena* de Ben Elia, à 20h30, au Zèbre de Belleville, 63, bd de Belleville. Réservations au 0156266218. PAF: 10 ou 13 euros.

Samedi 19 juin

Lyon 1^{er}

Vidéo-débat sur le syndicalisme et l'expérience des Bourses du travail, projection de la vidéo *Fernand Pelloutier, fondateur de la Fédération des Bourses du travail*, débat avec David Rappe auteur du livre *La Bourse du travail de Lyon, une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*. À La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, à 15h00.

Paris 11^e

Débat animé par les militants du Comité Chiapas. « L'éducation zapatiste », à 16h30, à Publico, 145, rue Amélot.

Radio libertaire

Vendredi 11 juin

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, interview de Michael Connelly, auteur de superbes thrillers diaboliques, comme son tout dernier: *Los Angeles River* (Le Seuil).
La grenouille noire: de 21 heures à 22h30, émission d'écologie sur le thème de l'exploitation des ressources en territoire Mapuche au Chili.

Samedi 12 juin

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, Tunisie: la jeunesse paye le prix fort de la répression. Infos sur les procès d'inter-nauts avec des témoins.

Dimanche 13 juin

Tempête sur les planches: de 14 heures à 15h30, Ygal Lévy viendra parler de sa pièce 20h50, mise en scène au Théâtre les Déchargeurs.

Lundi 14 juin

Le Monde Merveilleux du Travail: de 20 heures à 21 heures, l'activité syndicale et les salarié.e.s chez Artacrea (ex Graphigro - Rougier & Plé), avec les représentants syndicaux CNT et CGT.

Mercredi 16 juin

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Delta Blues II.
Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Marlène Tuininga pour son livre *Femmes contre les guerres, carnets d'une correspondante de El Pais. Et Culture de paix de Desclée de Brouwer* aux éditions Charles Léopold Mayer.

Judi 17 juin

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, Mounamitié ou comment rendre les armes, Invités: Nathalie Solence et Gérard Durand.

Samedi 19 juin

Bulles noires: de 17 heures à 19 heures, La Cagoule et le Calibre (Salon Kritik du polar), avec Bob Detair, Philippine Marlowe, Jack Hass, Mick Marteau, Agathe Christ, etc.
Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, *La canaille! Histoire sociale de la chanson française* de Larry Portis (éditions CNT/RP), avec l'auteur.

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net

agenda

L'UPF en canon

LE 13 JUIN, c'est la fête à Louis Lecoin. Pas la peine de chercher dans le calendrier, c'était pas un saint, mais un être humain, indigné du sort fait aux hommes au nom de la sacrosainte armée. Grâce à Louis et à ses compagnons de lutte, le 22 décembre 1963 était promulguée la loi sur l'objection de conscience. Sa mise en application suit au début de l'année 1964.

Ainsi, ceux qui ne supportaient ni l'uniforme ni les armes pouvaient demander un service civil.

L'UPF n'a pas la vocation de jouer les nostalgiques, comme ceux qui regrettent le bon vieux temps des colonies ou les moments chaleureux partagés entre copains le fusil à la main. Aussi, elle se réjouit qu'il n'y ait plus à demander le statut d'objecteur de conscience puisque la conscription est suspendue (ohé! suspendue, pas disparue).

Il n'empêche qu'en ces temps guerriers et meurtriers, c'est toujours bon de penser aux compagnons, tel Lecoin avec sa force de conviction, pour recharger ses batteries en passant un moment entre amis à écouter des chanteurs de talents dans un lieu convivial.

Des artistes ont répondu « présent » pour notre gala. Personnalités aux physiques et aux charmes différents, ils ont en commun la générosité. Ils viendront vous offrir (ils chanteront gracieusement) des morceaux choisis de leur répertoire. Voyez plutôt :

Danièle Dufourt, accompagnée de Paul-André Maby, qui a mis en musique plusieurs de ses textes, ouvrira les festivités. Sa voix au timbre grave et voilée vous transportera de la Rue Oberkampf à La pêche à la morue, qui sait? Tendresse, humour seront au rendez-vous de cette amoureuse de la scène.

Michel Valette a connu des gens merveilleux et, en plus, il connaît de près les pacifistes. En tout cas, espérons qu'il ne traitera pas le public de *Pauvres cons*. Des claques à la volée où les images très tendres, la jubilation du poète enchanté dans la forêt des merveilles... la chanson est là, qui remplit et déchire tout l'espace.

Christiane Courvoisier sera accompagnée de Frédéric Manoukian au piano. Ses textes proposent un éventail de paysages intérieurs aux sensations fortes. En tout cas, si elle chante *Faut pas y aller*, nous chanterons avec elle, parole de pacifistes!

Yvan Dautun, cabotin aux bretelles et le Cœur cerise ne nous jouera pas le *Radeau de La Méduse*. Cet enfant terrible de la chanson française n'a pas son pareil pour exprimer la dérision tendre. Poète grinçant et joueur de mots à la plume acerbe, sa présence sur scène envahit tout l'espace.

Fabienne Elkoubi, roseau sauvage de la Méditerranée, interprète les voix de la liberté. Celles de l'Algérie, d'Israël, du Liban, du Maroc, etc. C'est libre qu'elle choisit de chanter des textes qui ne craignent ni les états d'âme ni les indignations.

Marcel Eglin, poète à la guitare, et Françoise Vincent feront entendre une poésie charnelle, puissante et délicate. À contre-courant de ce qui se chante aujourd'hui, des textes en belle musique pour dire le bonheur de vivre debout. Par la faute à Bonnot découvrons les *Visions d'un chanteur sur les Déchirants*. D'un Air à musée (un de ces livres) applaudissons!

Des textes mis en scène sur le thème de la guerre seront présentés par l'association théâtrale Les Pieds sur scène. Troupe du théâtre de l'urgence capable de jouer dans tous lieux (librairie, bar, jardin et, bien sûr, théâtre), animée par le désir de faire connaître le théâtre à tout le monde et pour toutes les bourses proposera des extraits de *Croisades* de M. Azama, de *L'inconnue en rouge et noir* de E. Pressmann et de *Représailles de printemps* de Hanokh Levin.

Voici une brève présentation, en attendant de vous voir au Forum Léo-Ferré.

Si vis pacem para pacem

Forum Léo-Ferré:
11, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine.
Tél.: 01 46 72 64 68.
PAF: 10 euros.

Pour un nouveau dynamisme libertaire sur Nancy

DEPUIS QUELQUES ANNEES déjà, Nancy est une ville où les libertaires, anarchistes et/ou anarcho-syndicalistes sont bien implantés. Le nombre d'adhérent.e.s des différents groupes, associations ou syndicats est relativement élevé, sans compter les sympathisant.e.s et toutes la galaxie libertaire. Le bilan de cette année est plutôt positif: de nombreuses conférences, projections vidéo et débats ont eu lieu à l'initiative des libertaires, sur des thèmes aussi variés que le RMA, le publisexisme, l'éducation, la Sécurité sociale et les transports gratuits.

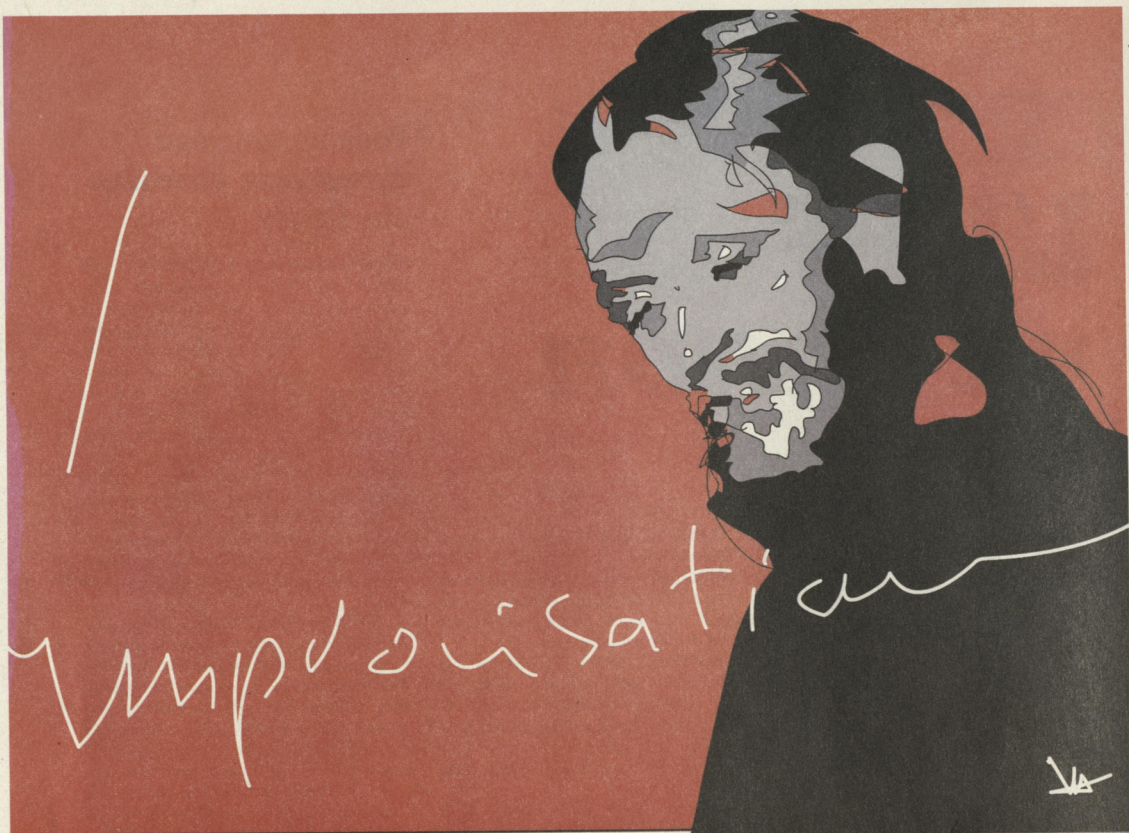
Notre présence dans la rue, dans les manifs, lors de distribution de tracts, collages d'affiches et d'autocollants, était également visible. Mais nous pouvons sûrement faire mieux...

Suite à une discussion entre quelques militant.e.s libertaires, l'idée est venue de proposer, à tous ceux qui se reconnaissent dans les idéaux libertaires, anarchistes ou anarcho-syndicalistes, de se rencontrer le dimanche 13 juin 2004 au local de la CNT (20 bis, rue Villebois-Mareuil à Nancy), non pas pour un énième collectif libertaire, encore moins pour fusionner, mais tout simplement pour faire un bilan de l'année, faire le point sur nos forces, discuter des thèmes et des luttes que nous souhaiterions aborder dans les prochains mois, voir comment améliorer encore un peu plus la visibilité des anarchistes, ou plutôt des idées libertaires, et réfléchir sur les perspectives à court et long terme sur Nancy. En un mot, lancer une vraie dynamique libertaire dans notre ville et sur nos lieux de travail.

Nous souhaiterions mettre en place des formations et des débats regroupant toutes les composantes de la mouvance libertaire (organisée ou pas). Nous espérons que de ces débats naîtront aussi des initiatives. Nous réfléchissons également à de nouveaux outils de communication « inter-orga ». En effet, nous avons remarqué quelques lacunes dans l'échange d'informations entre organisations. La Casbah propose déjà un tableau pour faire circuler l'information ainsi qu'un agenda. En complément, nous avons créé une liste de diffusion/discussion ouverte aux anarchistes nancéiens afin d'échanger aussi bien de l'information que des idées. Nous pensions également organiser l'année prochaine un événement assez important du genre « forum social libertaire » ou « semaine d'affirmation anarchiste et/ou libertaire ».

Des libertaires nancéiens

Pour vous inscrire sur la liste, il suffit d'envoyer un courriel à : sympa@samizdat.net, en écrivant: subscribe_nancy-libertaire_1@samizdat.net.



À l'occasion de la parution du numéro 4 d'*Anartiste*

Forum

samedi 26 Juin à 16h30

à Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Le contenu du n° 4 d'*Anartiste* est largement consacré aux préoccupations esthétiques de notre compagnon Jacques Perdereau, parti trop tôt.



Jacques Perdereau Improvisation : Laurent Nicolas Tamamm